

**L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement asbl
engage un-e juriste
Contrat à durée déterminée, temps plein,
jusqu'au 31 décembre 2026 (avec possibilité de passage en CDI à la fin du CDD)**

- 📍 **Lieu :** Marchienne-au-Pont (Charleroi), déplacements en Wallonie
- 📅 **Entrée en fonction :** dès que possible

Qui sommes-nous ?

[**L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement**](#) est une association sans but lucratif, subventionnée par les pouvoirs publics, qui compte aujourd'hui 9 collaborateurs aux profils variés (juristes, économistes, sociologues, chargés de prévention...).

Nos missions à l'Observatoire

- Former et accompagner les professionnels (médiateurs de dettes, travailleurs sociaux, juristes...) sur les aspects techniques et relationnels de la médiation de dettes ;
- Analyser et étudier l'évolution du recouvrement, du crédit, de l'endettement et de la consommation des ménages en Belgique ;
- Informer et conseiller via une veille juridique et des consultations pour particuliers et professionnels ;
- Prévenir le surendettement grâce à des campagnes et des animations de sensibilisation et des outils pédagogiques adaptés ;
- Contribuer aux politiques publiques et partager notre expertise auprès des acteurs institutionnels ;
- Partager nos connaissances notamment via la revue trimestrielle [**Les Echos du Crédit et de l'Endettement**](#).

Vos missions

En tant que juriste, vous jouerez un rôle clé dans nos missions de formation, de recherche, de veille juridique et de conseils aux professionnels et aux particuliers :

- Rédiger des analyses juridiques, législatives et jurisprudentielles, dans les domaines du crédit, de la consommation, du recouvrement, de l'endettement, de l'insolvabilité et de la médiation de dettes.
- Réaliser des consultations juridiques à distance (mail et téléphone) pour les particuliers et les professionnels de l'action sociale et de la médiation de dettes.
- Dispenser des formations destinées à différents publics professionnels (médiation de dettes, insolvabilité, crédit, aide sociale...).
- Assurer une veille juridique continue et diffuser les informations pertinentes aux professionnels du secteur.
- Participer à la conception d'outils pédagogiques d'éducation financière et contribuer au développement du Portail wallon sur le surendettement.

- Mettre votre expertise au service des pouvoirs publics, répondre aux sollicitations de la presse et contribuer à l'élaboration ou à l'évaluation de politiques publiques.
- Participer aux réunions internes, comités scientifiques, rencontres avec les partenaires et développer un travail de réseautage.

Profil recherché

- Master en droit ;
- Intérêt marqué pour les matières traitées par l'Observatoire ;
- Bonnes capacités rédactionnelles ;
- Capacité à s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire (juristes, économistes, sociologues, chargés de prévention) ;
- aisance dans la prise de parole en public ;
- Souci du travail en équipe et capacité à travailler de manière autonome ;
- Capacités à utiliser les logiciels Teams et la suite Office ;
- Respect des délais.

Atouts : connaissance du néerlandais (oral et écrit) et connaissance des matières traitées.

Nous offrons

- Un CDD à temps plein (40h/semaine avec un jour de récupération mensuelle) ;
- Un contrat jusqu'au 31 décembre 2026, avec possibilité de passage en CDI à la fin du CDD ;
- Un salaire barémisé (A6) : 3.733,9 € brut/mois (sans expérience directement valorisable) ;
- Congés (sur base annuelle et sur base des justificatifs requis) : 20 jours légaux, 4 jours extra-légaux et 12 jours de repos compensatoires ;
- Des chèques-repas (valeur faciale de 6,5 €) ;
- Le remboursement des frais de déplacement domicile-travail et frais de mission selon les tarifs légaux ;
- Un GSM professionnel avec abonnement ;
- La possibilité de télétravailler partiellement (présence régulière au bureau requise) ;
- Des possibilités de formation ;
- Un environnement stimulant au sein d'une petite équipe pluridisciplinaire, conviviale et engagée ;
- La satisfaction de contribuer à une mission sociétale porteuse de sens ;
- Des bureaux accessibles en transports en commun (au pied d'une station de métro et à 7 minutes à pied d'une gare).

👉 Intéressé·e ? Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à Caroline Jeanmart, directrice, direction@observatoire-credit.be